LUXEMBOURG

Avec quelque 500.000 habitants, le Grand-Duché de Luxembourg est une monarchie constitutionnelle dotée d'un système de gouvernement parlementaire et démocratique. Le grand-duc remplit des fonctions principalement protocolaires et administratives. L'exercice du pouvoir législatif appartient à la Chambre des Députés. Le Premier ministre est le chef du parti majoritaire au sein du parlement élu par le peuple. En juin 2009, le Grand-Duché a organisé des élections parlementaires qui ont été jugées libres et équitables. Les forces de sécurité dépendent des autorités civiles.

Il a été fait état de quelques cas de surpopulation et de conditions de détention insalubres. Quelques cas de violence familiale et d'accusations de traite des êtres humains, principalement de femmes, aux fins d'exploitation sexuelle, ont été rapportés.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris vivre à l'abri des atteintes suivantes :

- a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Aucun meurtre arbitraire ou illégal imputable aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalé.

- b. Disparitions

Aucun cas de disparition pour motif politique n'a été signalé.

- c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit de telles pratiques et aucun cas impliquant des responsables des pouvoirs publics n'a été signalé.

Conditions de vie dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de vie dans les prisons et les centres de détention ont dans l'ensemble répondu aux normes internationales et les pouvoirs publics ont autorisé des observateurs issus d'organisations indépendantes de défense des droits de la personne à y effectuer des contrôles. Le 28 octobre, le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a publié un rapport sur la visite en avril 2009 d'une délégation du CPT venue examiner les garanties offertes aux personnes privées de leur liberté par la police et étudier les conditions d'incarcération dans la prison de Schrassig, à l'internat socioéducatif de l'État à Dreibern ainsi qu'à l'hôpital neuropsychiatrique d'Ettelbruck. Le CPT a émis des critiques sur un certain nombre de questions relevant des autorités policières et judiciaires, à savoir l'absence de matelas dans des cellules réservées aux détenus en état d'ébriété, le recours à l'isolement cellulaire comme mesure disciplinaire et la « mise en cage » de suspects avant interrogatoire, une pratique selon laquelle les détenus étaient placés avant l'interrogatoire dans une zone de la pièce séparée par des barreaux métalliques allant du sol au plafond. Parmi les autres recommandations du CPT, il convient de signaler une heure d'exercice en plein air par jour pour les détenus de l'internat socioéducatif de l'État à Dreibern, un meilleur accès aux soins dentaires pour tous les détenus et une meilleure surveillance des cellules dans les quartiers de sécurité.

Selon la presse, la surpopulation dans la prison de Schrassig demeurait un problème. La législation adoptée en 2007 a permis d'affecter des ressources financières pour construire un centre de rétention pour demandeurs d'asile déboutés afin de réduire la surpopulation carcérale. La prison peut accueillir 598 détenus et elle en compte 616. La construction d'un nouvel établissement est en cours, qui devrait être terminée en 2011. Les demandeurs d'asile déboutés sont emprisonnés s'ils ne quittent pas le pays volontairement dans un délai spécifié. Ils sont susceptibles d'être emprisonnés pour une durée maximale de quatre mois pendant que des dispositions sont prises pour leur expulsion.

Trois décès sont survenus dans la prison de Schrassig au cours de l'année. Le 11 avril, un détenu de 25 ans a été retrouvé mort dans son lit. Le 11 juin, une détenue a été retrouvée morte dans sa cellule. Le 30 juin, un détenu est décédé de mort naturelle au bout d'une longue maladie. Les pouvoirs publics mènent l'enquête sur les deux premières affaires.

Dans une réponse à une question parlementaire, le ministre de la Justice M. Biltgen a annoncé que 288 grammes de drogue avaient été saisis dans la prison de Schrassig entre mars 2009 et août 2010.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires et les pouvoirs publics s'y sont conformés dans l'ensemble.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace sur la police Grand-Ducale et la police judiciaire, et les pouvoirs publics disposent de mécanismes efficaces pour enquêter sur les abus et la corruption puis les sanctionner en conséquence. Il n'a pas été signalé de situations d'impunité impliquant les forces de sécurité au cours de l'année.

Procédures d'arrestation et traitement au cours de la détention

Un mandat émis par un fonctionnaire dûment autorisé est nécessaire dans la plupart des cas pour précéder à une arrestation. Dans les 24 heures suivant son arrestation, la police doit informer le prévenu des accusations pesant contre lui et le présenter à un juge afin de déterminer de la légalité de sa détention. Il existe un système de libération sous caution auquel les juges ont régulièrement recours. Les prévenus ont immédiatement droit à un avocat, dont les services sont fournis aux frais des pouvoirs publics pour les indigents. Les prévenus étaient autorisés à prendre rapidement contact avec des membres de leur famille.

e. Déni de procès public équitable

La constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant et le gouvernement a généralement respecté l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la pratique.

Procédures régissant les procès

La constitution prévoit le droit à un procès équitable et un pouvoir judiciaire indépendant a veillé à la faire appliquer dans l'ensemble. Les accusés bénéficient de la présomption d'innocence. Les procès sont publics, sauf pour ceux concernant les agressions sexuelles ou la maltraitance d'enfants. Il n'y a pas de procès par jury. L'accusé a le droit d'être présent et de consulter un avocat en temps opportun. Les accusés peuvent confronter les témoins à charge ou les interroger et présenter leurs témoins et éléments de preuves à décharge. Les accusés et leurs avocats peuvent

accéder aux pièces du dossier du ministère public ayant une pertinence dans leur affaire. Les prévenus ont le droit d'interjeter appel.

Des fondements légaux existent pour justifier la création de tribunaux religieux et militaire dans des circonstances particulières, mais cela ne s'est pas produit depuis plus de 60 ans.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé.

Décisions de la Cour régionale des droits de l'Homme

En 2009, la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a rendu des jugements sur deux affaires distinctes dans lesquelles il était estimé que le Luxembourg avait violé le droit à un procès équitable conformément aux dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme. La CEDH a pris acte du règlement amiable conclu par les autorités du pays et le demandeur dans une des affaires, l'État requérant devant payer 50.000 euros (67.000 dollars) au plaignant. Dans le second cas, l'État requérant a dû payer 10.000 euros (13.400 dollars) au plaignant.

Procédures et recours judiciaires civils

Les tribunaux d'instance remplissent des fonctions judiciaires indépendantes et impartiales pour les affaires civiles et commerciales, et ils sont à la disposition des personnes qui souhaitent intenter des poursuites pour mettre fin à une violation des droits de l'homme ou pour obtenir réparation.

- f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent de tels actes et les pouvoirs publics s'y sont conformés dans la pratique.

Section 2 Respect des libertés civiles, notamment celles qui suivent :

- a. Liberté d'expression et de la presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse et dans la pratique, les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits. Une presse indépendante, un pouvoir judiciaire efficace associés à un système politique démocratique fonctionnel ont permis d'assurer la liberté d'expression et de la presse.

Indépendants, les médias déployaient une grande activité et exprimaient un vaste éventail d'opinions sans restriction.

Liberté d'accès à Internet

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction sur l'accès à Internet et il n'a pas été rapporté de surveillance des courriels ou des forums de discussion sur Internet. Les particuliers comme les groupes peuvent exprimer paisiblement leurs opinions sur Internet, y compris par courriel. La majorité de la population dispose d'un accès à Internet. La Commission européenne a indiqué que 87 % des ménages disposaient d'une connexion à Internet, et 71 % d'entre eux bénéficiaient d'une connexion haut débit. D'après ses chiffres de 2009, l'Union internationale des télécommunications estime qu'environ 80 % des habitants du Luxembourg utilisaient Internet.

Liberté d'enseignement et événements culturels

Il n'a pas été fait état de restrictions des pouvoirs publics vis-à-vis de la liberté d'enseignement ou des événements culturels.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion et d'association et les pouvoirs publics ont respecté ces droits.

c. Liberté de religion

Pour une présentation complète de cette question, veuillez consulter le *Rapport 2010 sur la liberté religieuse dans le monde* sur www.state.gov/g/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, personnes intérieurement déplacées, protection des réfugiés et apatrides

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits dans la pratique. Le gouvernement a coopéré avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations humanitaires pour procurer protection et assistance aux réfugiés, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes relevant de la compétence du HCR.

La loi interdit l'exil forcé et les autorités n'ont pas eu recours à cette pratique.

Protection des réfugiés

La législation du Luxembourg prévoit d'accorder le droit d'asile ou le statut de réfugié et le gouvernement a établi un système de protection des réfugiés. Si des chiffres pour l'année n'étaient pas encore disponibles, en 2009, 505 personnes ont déposé une demande d'asile parmi lesquelles 207 ont été rejetées. Dans la pratique, les pouvoirs publics ont offert une protection aux réfugiés contre leur expulsion ou leur renvoi dans des pays où leur vie ou leur liberté serait menacée en raison de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social spécifique ou opinions politiques. Il n'existe pas de lois permettant de refuser d'accorder l'asile en fonction du pays d'origine du demandeur. Il n'y a pas de « liste noire » qui serait utilisée à des fins de rapatriement, chaque dossier étant examiné sur le fond. Les pouvoirs publics appliquent la notion de pays tiers sûr.

En août, les autorités ont rapatrié à Belgrade une famille serbe (le père, la mère et leurs deux enfants âgés de 20 et 30 ans).

La loi prévoit la possibilité d'accorder une protection aux personnes qui ne sont peut-être pas admissibles au statut de réfugiés ; le gouvernement n'a pas accordé de telle protection au cours de l'année.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement :

La Constitution et la loi procurent aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement et ceux-ci ont exercé ce droit lors d'élections au suffrage universel périodiques, libres et équitables.

Élections et participation politique

En juin 2009, le Luxembourg a organisé des élections pour pourvoir les 60 sièges de la Chambre des Députés. Elles ont été jugées libres et équitables. Dans la même période, le Luxembourg a organisé des élections au Parlement européen qui ont été jugées libres et équitables.

Les partis politiques fonctionnent sans restriction ni ingérence extérieure.

12 femmes siègent à la Chambre des députés de 60 membres et quatre femmes font partie du conseil des ministres composé de 15 membres. 15 femmes siégeaient à la Cour suprême qui compte 32 membres.

Un parlementaire était d'origine portugaise et un ministre d'origine italienne.

Section 4 Corruption dans la fonction publique et transparence dans le gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption dans la fonction publique, et le gouvernement a appliqué de façon générale cette législation efficacement. Il n'a pas été signalé de cas de corruption des pouvoirs publics au cours de l'année. Le ministère de la Justice est responsable de la lutte contre la corruption des pouvoirs publics. Les fonctionnaires ne sont pas soumis à des lois de divulgation des renseignements financiers.

Il n'existe pas de législation prévoyant l'accès du public aux informations gouvernementales ; dans la pratique, les pouvoirs publics ont permis aux membres du public d'accéder aux informations gouvernementales et posté des quantités importantes d'informations gouvernementales sur les sites Internet officiels.

Section 5 Attitude du Gouvernement face aux missions d'enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Un vaste éventail de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont dans l'ensemble fonctionné sans entrave de la part du gouvernement et mené des enquêtes sur des affaires de violation de droits de la personne dont ils ont ensuite publié les résultats. Les responsables du gouvernement ont été coopératifs et réceptifs par rapport à leurs opinions. Il existe un Centre de médiation pour promouvoir les droits des enfants.

Section 6 Discrimination, violences sociétales et traite des êtres humains

La loi interdit la discrimination fondée sur la race, le sexe, le handicap, la langue ou le statut social, et le gouvernement a appliqué efficacement la législation.

Condition des femmes

La loi interdit le viol, y compris le viol conjugal, et le gouvernement l'a appliquée efficacement. Les sanctions légales sont de cinq à 10 ans de prison. La loi interdit la violence familiale et les pouvoirs publics ont veillé efficacement au respect de ce droit. La loi ne fait pas de différence entre les sexes et prévoit que les agresseurs seront éloignés de la résidence familiale pendant 10 jours, une durée qui peut être prolongée jusqu'à trois mois de plus. Les sanctions peuvent comprendre des amendes et des peines d'emprisonnement. Si une personne se rapproche d'une organisation non gouvernementale (ONG) pour obtenir de l'aide, la police est tenue d'enquêter. En 2009, il y a eu 572 cas d'intervention de la police liés à la violence conjugale et 302 éloignements du conjoint maltraitant par la police. Ces chiffres étaient supérieurs à l'année antérieure. Les autorités ont financé des organisations qui fournissent un refuge, un accompagnement et des lignes d'assistance. Il existe trois lignes d'assistance pour les femmes victimes de violences. En 2009, des refuges gérés par des ONG parrainées par les pouvoirs publiques ont permis d'accueillir quelques 398 femmes et 560 enfants. Les autorités ont également fourni une aide financière aux victimes de violence conjugale.

La loi interdit le harcèlement sexuel et oblige les employeurs à protéger leurs employés contre le harcèlement sexuel. La loi interdit la discrimination dans l'emploi fondée sur le sexe ainsi que le harcèlement de subordonnés par leurs supérieurs. Des mesures disciplinaires contre les contrevenants sont disponibles, parmi lesquelles le licenciement. Le fait qu'un employeur ne prenne pas de mesures pour protéger ses employés contre le harcèlement sexuel est considéré comme une rupture de contrat, et l'employé concerné a le droit de percevoir des congés payés jusqu'à ce que la situation soit rectifiée. Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail n'était pas généralement considéré comme un problème.

Les couples et les particuliers ont le droit de décider librement et de manière responsable du nombre d'enfants qu'ils souhaitent, de l'espacement des naissances et du moment pertinent pour avoir des enfants, ainsi que de disposer des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition ni violence. Il était facile d'accéder à la contraception ainsi qu'à une assistance qualifiée durant l'accouchement, et le taux de mortalité maternelle était faible (17 décès pour 100.000 naissances vivantes, selon les statistiques de 2008 du Fonds des Nations

Unies pour la population). Les hommes et les femmes ont eu équitablement accès au dépistage et au traitement des infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH. Les services de santé maternelle sont largement accessibles.

Les femmes jouissent des mêmes droits juridiques que les hommes, y compris en matière de droit de la famille, de droit de la propriété et dans le système judiciaire. La loi impose un salaire égal pour un travail égal ; toutefois, selon les rapports des pouvoirs publics, les femmes percevaient de 14 à 16 % de moins que les hommes pour un travail comparable. Le ministère de l'Égalité des chances est chargé de protéger les droits légaux et sociaux des femmes. En 2009, le gouvernement a mené une campagne média de deux mois dans tous les établissements secondaires du Grand-Duché pour promouvoir l'égalité des droits pour les hommes et les femmes. En novembre, le ministère a fait la promotion de l'égalité des droits à la Foire des étudiants, organisée chaque année, avec une série de tables rondes.

Les enfants

La citoyenneté est régie par le principe de la filiation, selon lequel un père ou une mère citoyen(ne) du pays transmet automatiquement sa nationalité à son enfant dès la naissance. Les autorités assurent l'enregistrement de toutes les naissances dans les plus brefs délais.

Une unité spéciale de police est responsable de la protection des mineurs et deux centres d'appels, l'un géré par les pouvoirs publics, l'autre par une ONG, sont à la disposition des mineurs victimes de maltraitance. Ni le gouvernement ni les ONG n'ont réuni de chiffres concernant la maltraitance des enfants au cours de l'année.

Le Luxembourg est partie à la Convention de La Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour de plus amples informations sur l'enlèvement international d'enfants par le père ou la mère, veuillez vous reporter au rapport annuel du Département d'État sur le respect de la Convention sur http://travel.state.gov/abduction/resources/congressreport/congressreport_4308.html.

L'antisémitisme

Il n'a pas été signalé d'actes antisémites. La communauté juive s'élevait à environ 1.000 personnes.

Traite des êtres humains

Pour toute information concernant la traite des êtres humains, veuillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des êtres humains* sur www.state.gov/g/tip.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées dans les domaines de l'emploi, de l'instruction, de l'accès aux soins de santé ou de l'obtention d'autres services publics, ou dans d'autres domaines, et le gouvernement a veillé efficacement à l'application de ces dispositions. La loi n'exige pas que les bâtiments publics ou privés soient accessibles aux personnes handicapées, mais les pouvoirs publics ont subventionné la construction de structures « facilitant l'accès aux personnes à mobilité réduite ». L'ONG Aide aux Enfants Handicapés du Grand-Duché a plaidé en faveur de la protection des droits des personnes handicapées. Le gouvernement et Info-Handicap, une ONG, ont organisé une campagne pour la mobilité des personnes en situation de handicap dans le cadre de laquelle des représentants de la société des chemins de fer nationaux se concertaient avec des handicapés dans le but d'améliorer leur accès aux transports en commun.

La loi établit des quotas obligeant les entreprises de plus de 25 employés à embaucher un nombre non précisé de travailleurs handicapés et à leur payer les salaires en vigueur, mais les pouvoirs publics ont reconnu que ces lois n'étaient pas appliquées ni respectées de façon systématique.

Abus, sociétaux, violence ou discrimination fondés sur l'orientation et l'identité sexuelles

Il existe une organisation pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, qui fonctionne sans entrave. La Gay Pride annuelle a été organisée en mai. Les pouvoirs publics l'ont autorisée et la police a fourni une protection adéquate.

Il n'a pas été signalé de cas de violence ou de discrimination sociétale fondée sur l'orientation sexuelle.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Aucune violence ni discrimination sociétale contre des personnes vivant avec le VIH/sida n'a été signalée.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La loi autorise les employés à constituer des syndicats indépendants de leur choix, et à y adhérer, sans autorisation préalable ou conditions excessives, et ils ont exercé ces droits. Environ 50 % pour cent de la population active (y compris les travailleurs transfrontaliers qui viennent des pays voisins) étaient syndiqués. La loi autorise les syndicats à conduire leurs activités sans ingérence et les pouvoirs publics ont généralement protégé ce droit dans la pratique. La loi prévoit le droit de grève, sauf pour les travailleurs du secteur public qui fournissent des services essentiels. Une grève légale ne peut avoir lieu qu'au terme d'une longue procédure de conciliation entre les parties. Pour qu'une grève soit légale, l'Office National de Conciliation doit assurer que les efforts de conciliation ont échoué.

b. Droit de se syndiquer et d'entreprendre des négociations collectives

La loi protège le droit aux négociations collectives et les employés l'ont exercé librement. Environ 66 % des travailleurs étaient protégés par une convention collective. Il n'a pas été signalé d'exemple de discrimination à l'encontre des syndicats.

Il n'existe pas de zone franche industrielle.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire ; toutefois des cas de traite de femmes aux fins d'exploitation sexuelle ont été signalés.

Pour toute information concernant la traite des êtres humains, veuillez consulter le *Rapport annuel du Département d'État sur la traite des êtres humains* sur www.state.gov/g/tip.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

Il existe des lois pour protéger les enfants contre l'exploitation au travail et les pouvoirs publics ont efficacement veillé à leur application. Il n'a pas été signalé de cas de travail d'enfants.

La loi interdit d'employer les mineurs de moins de 16 ans. Les apprentis âgés de 16 ans doivent fréquenter une institution scolaire en plus de leur formation en cours d'emploi. Les travailleurs de moins de 18 ans bénéficient d'une protection légale supplémentaire, notamment eu égard aux heures supplémentaires et à celles qui peuvent être travaillées de façon continue. Les ministères du Travail et de l'Éducation ont efficacement veillé à l'application des lois sur le travail des enfants.

L'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (comité luxembourgeois des droits de l'enfant) effectue des inspections, notamment en matière de travail des enfants.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum national d'un travailleur célibataire âgé de plus de 18 ans était de 1.683 euros (2.143 dollars) par mois pour les travailleurs occupant des emplois non qualifiés et de 2.019 euros (2.571 dollars) pour ceux occupant des emplois qualifiés. Le salaire minimum ne suffit pas pour procurer un niveau de vie décent pour un travailleur et sa famille, mais la plupart des employés ont gagné davantage que le salaire minimum. Le ministère du Travail a fait appliquer efficacement les dispositions concernant le salaire minimum. Les travailleurs étrangers et migrants sont couverts par ces dispositions.

La loi impose une semaine de travail d'une durée maximale de 40 heures. Il est obligatoire de verser un salaire majoré dans le cas d'heures supplémentaires ou inhabituelles. Le travail est autorisé le dimanche dans les industries de process continu (acier, verre et produits chimiques) et pour certains personnels de maintenance et de sécurité ; d'autres secteurs doivent demander une autorisation pour le travail du dimanche, que le gouvernement a accordé au cas par cas. Autorisé pour certaines catégories d'employés du commerce de détail, le travail dominical doit impérativement se faire sur la base du volontariat et être rémunéré double ou faire l'objet d'un repos compensateur équivalent au nombre d'heures travaillées le dimanche. La loi exige que les travailleurs postés prennent des pauses et la journée de travail est limitée à une durée maximum de 10 heures, heures supplémentaires comprises. Le Tribunal du travail et la Cour Supérieure de Justice sont chargés de veiller à l'application de ces lois.

La loi requiert un environnement de travail sûr. Un système d'inspection prévoit des sanctions en cas d'infraction. L'inspection du travail du ministère du Travail et l'Association d'Assurance contre les Accidents, placée sous la tutelle du Ministre de la Sécurité sociale, ont effectué des inspections qui ont donné des résultats. Aucune loi ni règlement ne prévoit expressément le droit d'un employé de refuser de s'exposer à des conditions de travail dangereuses sans craindre pour son emploi continu ; toutefois, tout travailleur a le droit de demander à l'inspection du travail de déterminer si la sécurité au travail est garantie, ce qu'elle a généralement fait rapidement.